

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(8\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à André Lecoq de Boisbaudran, 24 juillet 1865](#)

Jean-Baptiste André Godin à André Lecoq de Boisbaudran, 24 juillet 1865

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (8)

Collation 4 p. (102r, 103v, 104r, 105v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à André Lecoq de Boisbaudran, 24 juillet 1865, Équipe du projet FamiliLettres (Familiestère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 25/12/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/45338>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Familiestère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [24 juillet 1865](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Lecoq de Boisbaudran, André \(1831-1868\)](#)

Lieu de destination 6, rue du Pont-de-Lodi, Paris

Description

Résumé Sur la séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens. Godin pense qu'à la réflexion, le jugement du tribunal de Vervins ne lui paraît pas équitable. Sur la licitation en masse des immeubles demandée par ses adversaires : ceux-ci comptent que Godin n'a pas d'autre choix que de racheter l'usine ; la licitation a été présentée comme la seule voie de la liquidation de la communauté et le partage a été rejeté. Godin explique à Lecoq de Boisbaudran les avantages qu'il voit dans la solution du partage : l'usine peut se diviser en deux parties exploitables ; Esther Lemaire ayant sa part de biens immobilier, il ne serait pas contraint de lui céder toute la partie liquide de sa fortune et conserverait ainsi des capitaux ; l'exploitation par Esther Lemaire de la partie de l'usine lui revenant serait ruineuse ; le Familistère pourrait aussi être divisé en deux lots ; seule l'usine de Belgique devrait être licitée. Godin pense que son exemple montre l'absurdité des lois sur la séparation des biens industriels. Godin demande à Lecoq de Boisbaudran s'il doit demander au tribunal la division par lots en vue du partage.

Support Un passage du texte de la lettre sur le folio 105v est repéré dans la marge par un trait au crayon rouge.

Mots-clés

[Brevets d'invention](#), [Consultation juridique](#), [Familistère](#)

Personnes citées

- [Hubert \[monsieur\]](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)

Événements cités [Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

Lieux cités

- [Laeken, Bruxelles \(Belgique\)](#)
- [Vervins \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Lyon le 26 juillet 1861

M. Eschmann Lyon

Monsieur

comme vous m'avez prouvé une impression favorable à la première lecture du jugement de service prenant sur la question des fruits; mais la réflexion a cependant modifié mon appréciation sur l'ensemble du jugement ~~de~~ partant de ce fait que les conseils de M. Godin ne veulent résoudre que ce qui peut être contraire, plutôt que de ce qui est toujours incertain pour présenter l'ensemble des immeubles comme n'étant pas susceptible de partage. il devait y avoir la une punie et un but cher à la demande la liquidation en masse et puis par ces bases entrer en une que l'on et la voir plus clairement que par ce que vous m'avez exposé dans ma précédente car vous ne parveniez pas à en entrer en une par ce que en ai dit en demandant la liquidation en masse des immeubles comme n'étant pas partageables, mes adversaires tiennent à raisonner

M. Godin aura contracté l'habitude d'être continuellement son industrie et il le fera autrement à quoi lui aurait servi

Je tant travailler dans ces dernières
 années à grande brevette des brevets
 à augmenter le nombre de mes modèles
 il m'est venu pour la suite un moyen
 à tout de suite en bon sens par
 conséquent nous pouvons faire connaître
 le prix de l'un il en passera par
 ce que nous voudrons, si au contraire
 M. Gardin nous laisse l'un nous en
 tirons parti

Je me dois donc sous l'empire de cette
 combinaison oblige de subir formellement les
 conséquences de l'un tel et d'après l'avis
 de certains que j'ai fait parvenir au grand
 et moi par M. Gardin le jugement d'un
 docteur ayant pris la lésation comme
 seul moyen de liquidation il n'est plus
 de partage possible et la lésation que
 nous aurons de grandes chances de ne pas
 être annulée par lui parce que dit-il
 si le partage avait été possible comme
 possible le tribunal aurait été de
 lésation et ordonné le partage

or prenant des raisons que
 je tiens de vous raporter par des questions
 arrivées à penser que le partage avait
 la même voie à prendre pour
 servir à mon profit les moyens de lésation
 de mes propres talents car
 qu'en me me les faire valoir d'après
 l'avis de mes fonctions

Elle me a le gublet avec
 quelque a doit le dimembrement d'une industrie
 bien organisée. mon voisin peut en tirer un deux
 parties capitales. le partage ne permettant plus
 a M^{me} Godin de songer a maintenir elle
 aurait son lot d'immuables voisins et son
 lot de valeurs mobilières. je ne devais pas avoir
 oblige de lui abandonner tout le parti
 liquide de ma fortune pour me consacrer
 que les immuables avec les embarras qui
 surgiront pour moi dans une capitulation
 par manque de capitaux. d'un autre côté
 M^{me} Godin serait sans doute fort embarrassée
 si de son lot elle commencerait alors
 a sentir la difficulté de son exploitation
 a cet égard moi ce serait une affaire difficile
 et ruineuse pour elle. et continuant mon
 industrie a Linc il aurait difficile a
 M^{me} Godin de trouver quelqu'un qui accep-
 tit a succéder a une affaire aussi
 délicate que celle-ci. au contraire il lui
 serait moins impossible de trouver des
 personnes prêtes a intervenir dans une
 affaire dont je devais éviter et dont laquelle
 on peut croire qu'il y a toute facilité
 de faire de gros bénéfices. le personnel
 intelligent de Linc me mettrait M^{me} Godin
 dans le cas de former une société avec des
 capitaux et il en est d'autres encore qui engagent
 M^{me} Godin a demander la liquidation et a
 laisser le partage impossible.

La famille pourrait aussi faire
 deux lots et donner de Belgique un vingtième

mais le dernier pourrait être l'acte
car il en pourrait entrer ni dans l'un ni
dans l'autre des lots faits à Louis pour
qu'ils aient été à peu près égaux & pour
ce qui arrivera si les choses se passent
sur le terrain mais il me semble que
cela serait assez propre à faire valoir
M^{re} Godin qui ne cesseraient d'être
de faire de l'industrie.

si les malheureux individus qu'on veut
à quelque enseignement il y aura de
la chose démontrée l'absence de nos lois
sur la séparation des biens en fait de
fortune industrielle, mais le monde doit
encore rester bien longtemps dans
l'ignorance de nos lois utiles avant d'arriver
au juste et au vrai.

La conclusion de ce qui précède est
quelques avis sur le jugement de certains
contraires aux prétentions de M^{re} Godin
je crois qu'il le trouvera encore trop facile
à la mesure pour en appeler et que
le vrai par cela entraîne à la faire
avec nous pour demander que la con-
science en totalité soit en vue de partager
et non pas la limitation.

Tout cela me fait suite des impressions à
l'égard de mon notaire & du l'autre qui lui
a demandé quand les commencent la vente
de l'industrie il lui a répondu qu'il fallait
s'adresser à M^{re} Godin, ajoutant au jugement
M^{re} Godin & M^{re} Godin.

Très agréablement à M^{re} Godin